



# Conseil économique et social

Distr. générale  
12 janvier 2010  
Français  
Original : anglais

## Commission du développement durable

### Dix-huitième session

3-14 mai 2010

Point 3 de l'ordre du jour provisoire\*

### Module thématique du cycle d'application

2010-2011 – session d'examen

## Documents de travail présentés par les grands groupes

### Note du Secrétariat

#### Additif

### Contribution des femmes\*\*

## Table des matières

	<i>s</i>	<i>Page</i>
I. Introduction .....		3
II. Produits chimiques .....		3
A. Action concrète des organisations non gouvernementales depuis l'adoption du Plan de mise en œuvre du Sommet mondial sur le développement durable .....		4
B. Les obstacles et les contraintes de la mise en œuvre .....		8
C. Défis.....		8
III. La gestion des déchets.....		9
A. Action concrète des organisations non gouvernementales, ainsi que le secteur des femmes, depuis l'adoption du Plan de mise en œuvre de Johannesburg.....		9
B. Les obstacles et les contraintes à la mise en œuvre .....		9
C. Défis à relever.....		13

\* E/CN.17/2010/1.

\*\* Les vues et les opinions exprimées ne représentent pas nécessairement celles des Nations Unies.



IV.	Activités minières .....	13
A.	Action concrète par les organisations non gouvernementales, ainsi que par le secteur des femmes, depuis l'adoption du Plan de mise en œuvre de Johannesburg .....	13
B.	Obstacles et contraintes de la mise en œuvre .....	14
C.	Défis à relever .....	16
V.	Transport .....	17
A.	Obstacles et contraintes de la mise en œuvre .....	18
B.	Défis .....	19
VI.	Examen décennal des programmes de consommation et production durables .....	21
A.	Rappel des faits .....	21
B.	Action concrète par les organisations non gouvernementales, ainsi que celles des femmes, depuis l'adoption du Plan de mise en œuvre de Johannesburg .....	22
C.	Obstacles et les contraintes de la mise en œuvre .....	22
D.	Approches prioritaires et stratégies .....	24
E.	Mesures complémentaires .....	24

---

\* E/CN.17/2010/1.

\*\* Les vues exprimées ne reflètent pas nécessairement celles des Nations Unies.

## I. Introduction<sup>14</sup>

1. Le présent document de travail est la contribution du grand groupe des femmes<sup>19</sup> et est basé sur le travail des experts d'organisations non gouvernementales et l'expérience des femmes qui travaillent sur les problèmes pertinents. Il a été distribué aux organisations non gouvernementales et aux réseaux de femmes et inclut également leurs points de vue et leurs idées.

2. La parité entre les sexes est une manifestation de la justice sociale et une condition préalable au développement durable; par conséquent, l'égalité entre les sexes et l'émancipation des femmes sont des éléments centraux de tous les débats et les enjeux de la Commission du développement durable. Le grand groupe des femmes cherche à intégrer une perspective sexospécifique et à augmenter la participation des femmes à tous les stades de développement, et contribuer ainsi directement à la réalisation du troisième objectif du Millénaire du développement.

3. Un des objectifs est l'égalité de participation des femmes et des hommes au débat sur le développement durable. Les femmes sont encore nettement sous-représentées dans de tels débats, et leurs besoins spécifiques ne sont pas suffisamment reconnus. Tous les jours, elles doivent faire face aux conséquences de décisions prises essentiellement par les hommes.

4. En outre, les données ventilées par genre offrent des repères importants pour évaluer l'impact des interventions. Le bénéfice que les hommes et les femmes tirent également des activités du développement fait intégralement partie du succès obtenu grâce aux efforts de réduction durable de la pauvreté.

5. Toutes les questions soulevées dans le présent cycle de la Commission du développement durable ont un impact sur les femmes et sur leur vie. Les femmes sont incontournables pour résoudre les problèmes qui y sont liés. Elles sont des agents importants et les moteurs du changement.

6. Les produits chimiques, les activités minières, les déchets et les transports touchent les femmes et leurs familles, notamment leur santé, les conditions et la qualité de leur vie et des droits de l'homme tous les jours.

7. Les femmes sont le principal groupe de consommateurs et d'importants producteurs à petite échelle. Aussi doivent-elles être associées dès le départ à toutes les discussions relatives à la consommation et à la production.

## II. Produits chimiques

### A. Action concrète des organisations non gouvernementales depuis l'adoption du Plan de mise en œuvre du Sommet mondial sur le développement durable

8. De nombreuses organisations non gouvernementales et des réseaux de femmes consacrent leurs travaux à faire naître un monde non pollué et un environnement sain pour tous. Ils travaillent aux niveaux local, national, régional et international. Leurs activités incluent la promotion ( par ex., aux réunions des Nations Unies, dans l'approche stratégique de la gestion internationale des produits chimiques et au Forum intergouvernemental sur la sécurité chimique), la sensibilisation ( par ex.,

informer et éduquer le grand public, les autorités publiques et les entreprises), les sciences, (par ex., en coopérer avec le milieu universitaire et publier des études scientifiques) les projets sur le terrain (par ex., identifier les points sensibles de polluants organiques persistants et les substances chimiques dangereuses dans les produits). Leur rôle passe de celui de vigile à celui de partenaires importantes d'entreprises innovantes.

9. Les femmes sont très impliquées dans les débats autour des produits chimiques, car elles sont en moyenne ainsi que leurs enfants les plus gravement touchés par des polluants dangereux qui peuvent occasionner des cancers, des troubles du développement et autres maladies graves, ou contaminer l'air, l'eau et le sol et affecter les moyens de subsistance. Les femmes jouent souvent un rôle de premier plan dans le travail de promotion et de sensibilisation des communautés touchées et des groupes vulnérables et pour l'amélioration de l'information.

## **B. Les obstacles et les contraintes à la mise en œuvre**

### **1. Des informations adéquates sur les produits chimiques toxiques ne sont pas encore disponibles**

10. Le chapitre 19 d'Action 21 souligne que : « La perception aussi large que possible des risques chimiques est une condition préalable à la sécurité chimique ». Cependant, près de deux décennies après l'adoption du programme Action 21, très peu d'informations existent sur les 80.000 à 100 000 substances chimiques actuellement utilisées.

### **2. Les produits chimiques toxiques dans les produits finis menacent la santé humaine**

11. Les substances chimiques nocives dans les produits finis sont devenues un problème mondial, en raison du commerce international. Les jouets, les textiles et l'habillement, l'ameublement et les tapis, les bijoux, l'électronique, le mobilier et les produits de nettoyage figurent parmi les exemples. Les groupes fragiles, comme les enfants et les femmes enceintes sont particulièrement vulnérables à l'exposition à une variété de substances figurant dans ces produits. Il n'existe pas de système mondial qui fournirait aux utilisateurs des informations sur les composantes chimiques de ces produits, alors que les principes 10 et 15 de Rio demandent l'établissement d'un tel système. Des centaines de contaminants ne sont pas répertoriés comme ingrédients par les fabricants, ce qui fait peser des menaces supplémentaires sur la santé des groupes vulnérables. Le Règlement de la Communauté Européenne relatif à la déclaration, l'évaluation, l'autorisation et la restriction des substances chimiques est un pas dans la bonne direction, mais il ne s'applique qu'à l'Europe.

### **3. Les principes principaux de la politique de réglementation des produits chimiques ne sont pas généralement mis en œuvre**

12. L'intégration générale des quatre principes fondamentaux de la politique de réglementation chimique ne s'est pas faite. Par exemple :

a) Le principe « pas de données, pas de marché » exige qu'un ensemble complet de données et d'informations sur un produit chimique soit mis à la disposition des régulateurs et des utilisateurs avant de pouvoir être vendu;

b) L'application effective du principe « droit de savoir » (voir, par exemple, la Convention sur l'Accès à l'Information, la Participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement, qui constituerait un bon cadre global pour l'information dans le monde) pourrait fournir des données sur les impacts sur la santé et l'environnement des produits chimiques aux gouvernements et au grand public;

c) La « disparition progressive des produits chimiques les plus dangereux », lorsque des alternatives appropriées sont identifiées, créerait des incitations économiques pour les entreprises qui sont en mesure de proposer des alternatives plus sûres sur le marché;

d) Le « principe de précaution » sous-tend l'idée que les fabricants, les importateurs et les utilisateurs devraient s'assurer que les produits chimiques qu'ils produisent, vendent ou utilisent ne portent pas atteinte à la santé humaine ou à l'environnement. Toutefois, près de deux décennies après que le Principe 15 de Rio a recommandé la mise en œuvre du « principe de précaution », la pression politique a transformé son application en un débat sur le point de savoir si des mesures peuvent être prises quand rien n'est sûr.

#### **4. Participation insuffisante de la société civile au processus décisionnel**

13. La participation du public dans l'évaluation et la gestion des produits chimiques est encore insuffisante, par manque de ressources et d'engagement, et n'est pas en harmonie avec le Principe 10 de Rio.

#### **5. Les Pesticides très dangereux et leurs stocks de produits périmés nuisent à la santé humaine et à l'environnement**

14. Dans de nombreux pays en développement et en transition, les pesticides sont la principale source d'exposition aux produits chimiques et nuisent à la santé humaine et à l'environnement<sup>1</sup>. En Asie du Sud et du Sud-Est, près de la moitié de la population active (dont 70 à 80 % des femmes) participent à des activités agricoles, en Afrique sub-saharienne, les deux tiers de tous les travailleurs employés travaillent dans l'agriculture<sup>2</sup>. De nombreux pays ont hérité de dizaines de milliers de tonnes de pesticides périmés, qui constituent désormais une menace grave pour la santé humaine et l'environnement<sup>3</sup>. Le Code de Conduite de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture n'a pas été pleinement mis en

<sup>1</sup> J. Jeyaratnam, dans « L'empoisonnement aigu par les pesticides : un problème majeur de santé mondiale », *World Health Statistics Quarterly*, vol. 43, n° 3 (1990), pp. 139-144, (disponible sur le site [www.communityipm.org/toxictrail/Documents/Jeyaratnam-WHO1990.pdf](http://www.communityipm.org/toxictrail/Documents/Jeyaratnam-WHO1990.pdf)), estime à un million les cas d'intoxications graves non intentionnelles par les pesticides chaque année.

<sup>2</sup> Organisation internationale du Travail, *Indicateurs importants du marché du travail*, 5<sup>e</sup> éd. (Genève, BIT, 2007).

<sup>3</sup> «Rapport des citoyens: campagne mondiale de sensibilisation sur l'approche stratégique de la gestion internationale des produits chimiques », préparé par le réseau international pour l'élimination des polluants persistants (avril 2009), disponible sur [www.ipen.org/campaign/documents/citzreport\\_09.pdf](http://www.ipen.org/campaign/documents/citzreport_09.pdf)

œuvre, et l'interdiction progressive des pesticides hautement dangereux n'est pas intervenue.

#### **6. Contamination mondiale du poisson par le mercure**

15. Le poisson est un aliment de base dans de nombreuses parties du monde, notamment en Asie, en Afrique et dans les petits États insulaires en voie de développement; cependant, les poissons sont largement contaminés par le mercure, qui est hautement toxique pour les humains, en particulier pour les enfants, les femmes enceintes et les femmes en âge de procréer. Le mercure est vendu sur le marché mondial. Il est utilisé dans de nombreux produits (par exemple, les thermomètres, les commutateurs et les plombages dentaires) et procédés (par exemple pour la production de chlore – alcali et pour l'extraction artisanale et à petite échelle de l'or), et est finalement émis par les centrales électriques alimentées au charbon, les incinérateurs, les fours des cimenteries et les sites contaminés.

#### **7. Les pays en développement et les pays en transition ont besoin de ressources financières et techniques pour une gestion judicieuse des produits chimiques**

16. Les fonds disponibles ne sont pas suffisants pour la gestion judicieuse des produits chimiques dans les pays en développement et les pays en transition. De nombreux pays ont hérité de problèmes importants, comme les stocks de pesticides périmés et les sites contaminés. Ils ont besoin de plan de développement à long terme de leurs infrastructures et de leurs capacités. Les fonds nouveaux et supplémentaires doivent être à long terme et durables afin d'avoir un impact pérenne. De nouvelles approches sont nécessaires pour informer et éduquer comme, par exemple, au Suriname, où les petits chercheurs d'or reçoivent une formation sur les moyens alternatifs d'exploitation minière.

#### **8. La sécurité des produits chimiques n'a pas été intégrée avec succès dans la planification du développement durable**

17. En 2006, les ministres de l'environnement et de la santé de plus de 100 pays, ainsi que des représentants du secteur privé et de la société civile, ont mis au point l'Approche Stratégique de la Gestion Internationale des Produits Chimiques. Dans la Déclaration de Dubaï sur la gestion internationale des produits chimiques, ils ont réaffirmé qu'il y avait un lien crucial entre la sécurité chimique, le développement durable et l'éradication de la pauvreté.<sup>4</sup> À ce jour, cet engagement n'a pas été respecté. Les pays donateurs insistent sur des programmes nationaux et affirment que, si les pays en voie de développement ne réservent pas une place prioritaire à la gestion rationnelle des produits chimiques, les pays donateurs ne pourront pas octroyer de fonds. D'autre part, les fonctionnaires de pays en voie de développement qui comprennent ce lien et reconnaissent son importance, se trouvent souvent dans des ministères qui ont des moyens limités ou qui sont politiquement faibles. En outre, à quelle cause doit-on donner la priorité? Il serait suffisant que la gestion des produits chimiques fasse partie de la politique de la santé. L'appui à la sécurité chimique devient imprévisible, car elle est fournie projet

---

<sup>4</sup> Le paragraphe 1 de la Déclaration de Dubaï dispose que : « La gestion rationnelle des produits chimiques est essentielle si nous voulons parvenir à un développement durable, y compris l'élimination de la pauvreté et des maladies, l'amélioration de la santé humaine et de l'environnement et l'élévation et le maintien du niveau de vie des pays à tous les niveaux du développement ».

par projet au lieu d'occuper une place au cœur des politiques économiques et de développement aux niveaux supérieurs du gouvernement.

#### **9. L'internalisation des coûts n'a pas été largement mise en œuvre**

18. Le principe du « pollueur payeur » Principe 16 de Rio et son application à l'internalisation des coûts de gestion des produits chimiques est fortement soutenu, mais pas largement mis en œuvre. Lorsque des substances chimiques sont produites ou utilisées dans un pays, son gouvernement a l'obligation de s'assurer que la santé humaine et l'environnement ne sont pas mis en danger à la suite d'exposition aux produits chimiques ou d'accidents chimiques. Les dépenses que les gouvernements assument pour remplir cette obligation sont des externalités économiques qui se posent à la suite de décisions économiques de l'industrie pour la fabrication et l'utilisation des produits chimiques.<sup>5</sup> Sans internalisation, les dépenses que les gouvernements engagent pour la gestion rationnelle des produits chimiques équivalent à une subvention du secteur privé. L'industrie chimique mondiale a un chiffre d'affaires annuel d'environ 3,1 milliards de dollars par an (= mille milliards de dollars). Si un schéma global de recouvrement des coûts produisait seulement 0,1 % du chiffre d'affaires annuel de l'industrie, plus de 3 milliards de dollars seraient disponibles pour la gestion rationnelle des produits chimiques.

#### **10. Responsabilité et indemnisation**

19. L'approche stratégique de la Gestion Internationale des Produits Chimiques est le programme politique d'action principal de mise en œuvre du Plan d'application du Sommet mondial sur le développement durable («Plan de Johannesburg»), d'Action 21 et des principes de Rio, mais lors de sa négociation un petit nombre de pays développés se sont opposés à toute inclusion de responsabilité et d'indemnisation, tel que décrit dans le Principe 13 de Rio<sup>5</sup>.

#### **11. La santé des enfants**

20. Les enfants courent beaucoup plus de dangers que les adultes à l'exposition aux produits chimiques parce qu'ils ont des taux respiratoires et métaboliques plus élevés, ils mangent et boivent davantage en proportion de leur poids corporel et ils vivent plus près du sol (ils rampent, creusent dans la boue et mettent des objets dans leur bouche). Les enfants au-dessous de quatre ans ont les taux les plus élevés de polluants organiques persistants dans leur sang, comme les retardateurs de flamme bromés (penta-BDE et octa-BDE). La recherche a démontré que les bébés nés dans les pays développés ont de nombreux produits chimiques synthétiques dans le sang

---

<sup>5</sup> Les coûts externalisés incluent ceux relatifs aux problèmes de longues dates, comme les stocks de produits périmés et les sites contaminés, les enfants dont le développement a été compromis par suite de l'exposition prénatale et post-natale aux produits chimiques, d'autres dont l'exposition aux produits chimiques a nui à leur santé; ceux fournissant des soins de santé à ces populations où les blessés n'ont pas les moyens de payer pour ces services; les propriétaires ou les utilisateurs dont la valeur des biens diminue à la suite de la contamination chimique; les pêcheurs, les chasseurs, les petits agriculteurs et d'autres dont les moyens d'existence est affaibli par la contamination chimique, les peuples autochtones dont le mode de vie a été ébranlé par la contamination de leurs aliments traditionnels et les personnes dont l'approvisionnement en eau est contaminée. Les coûts externalisés de l'agriculture moderne peut inclure l'épuisement des eaux, des sols et de la biodiversité, la pollution par les pesticides et les engrais et les coûts économiques et sociaux qui en résultent pour les communautés.

du cordon ombilical et de méconium au moment de leur naissance. L'Organisation Mondiale de la Santé, le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance et l'Organisation des Nations Unies pour l'environnement ont identifié un nombre croissant d'effets néfastes pour la santé sur les enfants qui résultent de l'exposition aux produits chimiques dangereux.<sup>6</sup> En dépit de cela, la dangerosité pour la santé des enfants de la plupart des produits chimiques utilisés et l'impact combiné des différentes substances chimiques n'ont pas été suffisamment testés.

## **12. Politique de synergie**

21. Prenant en considération l'intégration de la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants (Convention de Stockholm), la Convention de Rotterdam sur la procédure de consentement préalable en connaissance de cause applicable à certains produits chimiques et pesticides dangereux qui font l'objet d'un commerce international, la Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination, les Objectifs de l'approche stratégique de la gestion internationale des produits chimiques pour 2020 et la quinzième session de la Conférence des parties à la Convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, tenue à Copenhague en décembre 2009, et les Objectifs du Millénaire pour le développement pour 2015, les pays doivent restructurer leurs politiques nationales et leurs plans d'exécution afin de les orienter vers une approche plus préventive plutôt que vers une approche curative et réactive.

## **C. Défis**

### **1. Nouveaux produits chimiques : les nanomatériaux**

22. Bien qu'il y ait encore un manque d'information sur les produits chimiques existants, il y en a de nouvelles substances qui entrent sur le marché. Parmi eux, les nanomatériaux sont probablement les plus importants. Les nanomatériaux ainsi que d'autres nouveaux produits chimiques sont utilisés dans une large gamme de produits domestiques, industriels et dans la nourriture sans que des informations adéquates soient fournies sur leur sécurité<sup>7</sup>. Ni les travailleurs ni les consommateurs ne disposent d'informations suffisantes. Aucun des produits contenant des nanomatériaux ne sont étiquetés comme tels.

### **2. Les effets cumulatifs et les effets à faible dose**

23. De nouveaux problèmes de santé dus aux effets cumulatifs et aux effets à faible dose de produits chimiques, en particulier des perturbateurs endocriniens, sont en train d'apparaître. On sait très peu de chose sur les effets des cocktails de produits chimiques. Tout cela devrait être pris en compte dans les analyses et les évaluations des risques. Davantage de recherches scientifiques sur leurs effets sont nécessaires.

---

<sup>6</sup> Il s'agit notamment de l'asthme, des malformations congénitales, d'hypospadias, des troubles du comportement, des troubles de l'apprentissage, de l'autisme, du cancer, du dysfonctionnement du système immunitaire, des troubles neurologiques, des troubles du système endocrinien et de la reproduction.

<sup>7</sup> Comme par exemple les additifs alimentaires, les catalyseurs de carburant, les articles de sport, les équipements spécialisés du bâtiment, l'électronique, l'électroménager et les écrans solaires.

### **III. La gestion des déchets**

#### **A. Action concrète des organisations non gouvernementales, ainsi que le secteur des femmes depuis l'adoption du Plan d'application de Johannesburg**

24. Au cours des 10 dernières années, des progrès ont été observés dans plusieurs pays en matière de gestion des déchets. De nombreux pays en développement ont souligné la participation active des organisations de femmes (au niveau local) des communautés et des organisations non gouvernementales pour résoudre les problèmes des déchets. Etant donné que les déchets sont de plus en plus considérés comme une ressource valable, les collectivités s'impliquent de plus en plus dans leur gestion, ce qui est un pas en avant dans le développement social et économique au niveau micro-économique. Certaines initiatives fructueuses ont eu lieu en Inde avec l'association Exnora et les groupes d'entraide des femmes, au Bangladesh avec l'association Waste Concerns, en Indonésie avec KIPRAH (une communauté lancée par des organisations locales non gouvernementales, qui s'occupe de la gestion des déchets, et dont les activités sont mises au rang de programme national et aux Philippines à travers l'association Ecowaste Coalition, qui a fortement touché l'opinion publique. L'Année internationale de l'assainissement 2008 a non seulement permis de faire prendre conscience de l'utilité sensibilisation à l'usage (individuel) des toilettes, mais aussi de la nécessité de gérer les déchets dans leur ensemble.

#### **B. Les obstacles et les contraintes à la mise en œuvre**

##### **1. Manque de stratégie, de réglementation et d'application des règlements**

25. De nombreux pays en développement n'ont pas encore de stratégies nationales et de règlements pour mettre en œuvre l'accord multilatéral sur l'environnement et les autres accords internationaux, en raison de la faiblesse des capacités et des ressources humaines et techniques dont ils disposent.

26. La mauvaise gestion des déchets nuit aux nombreux efforts déployés en matière de fourniture d'eau potable et d'apprentissage des règles d'assainissement et d'hygiène et rend plus difficile la réalisation de l'objectif 7 du Millénaire pour le Développement. Ce qui se ramène en réalité à un désinvestissement.

27. Les décharges et autres lieux d'élimination des ordures sont souvent nettoyés par les enfants et les femmes dans des conditions épouvantables, par nécessité. Ce travail entraîne de grands risques sanitaires, y compris pour les animaux domestiques qui se nourrissent des déchets et mettent ainsi en danger la sécurité alimentaire.

28. Les tas d'ordures attirent les insectes et autres petits animaux qui sont source de maladies. Enfin, et ce n'est pas le moindre, les infiltrations dans la nappe phréatique peuvent provoquer des pollutions et mettre en danger les sources d'eau potable.

29. Le statut social des travailleurs de cette industrie dans les pays en voie de développement comme dans les pays développés, est bas. Leur salaire, le cas échéant, est faible, et aucune réelle considération ne leur est manifestée. Tout changement d'attitude contribuerait à améliorer ce service et entraînerait la diminution de la quantité de déchets.

30. L'organisation non gouvernementale WASTE a élaboré un concept qui fait de certaines personnes de la communauté des points de ralliement pour la collecte des déchets. Ces personnes sont payées par la collectivité locale, et ont permis la diminution du déversement des déchets sur la voie publique.

31. De nombreux pays européens ont développé la pratique de tri des déchets. Cette pratique est efficace, à condition que les déchets ne soient pas mis de nouveau ensemble en un seul tas après avoir quitté la zone de tri.

32. Le Protocole sur l'eau et la santé de la Commission économique pour l'Europe pourrait mettre à la disposition des pays d'excellents programmes d'initiatives et d'actions sur le terrain. Un bon exemple est le partenariat pour un travail d'ensemble sur la mise en œuvre de politiques et de développement de projets entre des organisations non gouvernementales et le Gouvernement de la République de Moldavie.

33. Le recyclage des déchets solides et des eaux usées est une partie intégrante d'une pratique environnementale solide quand il s'agit de consommation et de production durables.

34. La diminution de la quantité de déchets alimentaires par la sensibilisation du grand public est un outil puissant pour réduire le gaspillage de nourriture et l'utilisation des emballages.

35. Le compostage des excréments est une importante contribution à la gestion des déchets, à la sécurité alimentaire et à un assainissement salubre. Pour atteindre cet objectif, il est nécessaire d'investir dans l'éducation et l'assainissement écologique à un niveau substantiel.

## **2. Déchets électroniques**

36. En dépit du Principe 14 de Rio, 20 à 50 millions de tonnes de déchets électroniques sont transportés vers les pays en développement chaque année. Cela a entraîné un afflux des déchets toxiques dans ces pays, et la contamination des terres, des eaux et des personnes. C'est pourquoi, les produits électriques et électroniques proches de leur fin de vie ou en fin de vie sont devenus une préoccupation grandissante, de même que le déplacement transfrontière de leurs composants dangereux, comme les métaux lourds et les agents ignifuges bromés (voir la ASGIPC/CIGPC.2/15). Le concept écologique et la responsabilité renforcée du producteur n'ont pas été suffisamment mises en œuvre.

## **3. Le déversement des déchets illégaux**

37. De nombreux pays en développement et en transition sont confrontés à la menace continue de déversements illégaux de déchets, tandis que la quantité de déchets dangereux nécessitant une gestion spéciale et leur élimination est en croissance exponentielle. Les communautés doivent continuellement traiter les eaux de ruissellement et les émissions provenant des stocks de déchets dangereux et des sites contaminés.

#### **4. Incinération des déchets municipaux et médicaux**

38. Une menace grave pour la santé humaine et l'environnement est liée à l'incinération des déchets municipaux et médicaux, en raison des rejets de dioxines et de furannes qui en résultent. De graves problèmes sanitaires et environnementaux sont également causés par la combustion incontrôlée des déchets dans les rues et les décharges en feu. Les services d'enlèvement des ordures sont souvent faibles ou inexistant dans les pays en développement et pays en transition. Les plans visant à construire des usines d'incinération de déchets «nouveaux» dans ces pays sont une autre cause de préoccupation.

#### **5. Insuffisante la réduction des déchets**

39. On pourrait parvenir à une plus importante réduction et minimisation des déchets en interdisant les dépôts de matières recyclables dans les décharges, en instituant des taxes de mise en décharge, avec l'établissement de sanctions et de certifications, en créant une politique d'achat vert pour dynamiser les marchés des matériaux recyclés et en lançant des programmes de collecte spéciale pour les déchets municipaux dangereux (tels que les piles à usage unique, les peintures ou les ampoules contenant du mercure). Les programmes de réduction des déchets avec des objectifs précis au niveau primaire doivent être encouragés.

#### **6. Les plastiques dans l'environnement marin**

40. Avec moins de 5 % de matière plastique recyclée, une grande partie de celle-ci finit par rejoindre les tourbillons océaniques, à la suite de déversements directs, du transport par les rivières ou dans les décharges peu sûres. D'énormes « tourbillons » de plastique ont été ainsi créés dans le Pacifique, l'Atlantique et l'Océan Indien, ces plastiques contiennent et libèrent des substances chimiques toxiques dans les océans. La nappe de plastique de l'Océan Pacifique est à elle seule la double de la taille de la France. Les Nations Unies estiment que le plastique marin tue plus d'un million d'oiseaux marins et 100 000 mammifères et tortues de mer chaque année.

#### **7. Gestion des déchets et commerce du carbone**

41. Du point de vue du changement climatique, les récentes tendances mondiales dans le domaine des mécanismes financiers du secteur des déchets compromettent souvent les politiques et les stratégies liées aux déchets. La plupart des pays en développement n'ont pas de stratégie globale pour la gestion des déchets, négligent de mettre en place la complémentarité des deux approches décentralisées et centralisées de gestion des déchets et à fixer des objectifs de réduction des déchets pour le futur. Bien que la plupart des déchets dans les pays en développement ait un faible pouvoir calorifique, les solutions de transformation des déchets en énergie, aidées par l'échange de carbone, sont en train d'être développées agressivement par les investisseurs. Pourtant le brûlage de déchets par traitement thermique, crée des polluants à petites particules, qui sont très nocifs pour la santé humaine, en particulier pour la santé des enfants et des femmes enceintes.

#### **8. Utilisation des déchets nucléaires comme munitions à base d'uranium**

42. Les munitions à base d'uranium sont constituées d'uranium appauvri. En tant que produit des déchets du processus d'enrichissement d'uranium, l'uranium

appauvri augmente dans le monde entier en grandes quantités. U-238 n'est pas seulement un émetteur de particules alpha-radioactives, mais aussi un poison chimique. Même des doses faibles peuvent endommager les organes internes, et des concentrations élevées provoquent un empoisonnement aux métaux lourds. Des fréquentes fausses couches et des anomalies génétiques chez les nouveau-nés après la guerre du Kosovo et d'Irak sont attribuées à l'utilisation de munitions à l'uranium appauvri. Les recherches indiquent que le patrimoine génétique pourrait en être affecté à jamais.

#### **9. Les impacts négatifs sur l'homme et l'environnement liés aux déchets nucléaires en provenance d'usines d'enrichissement**

43. Pour chaque tonne d'uranium enrichi, au moins sept tonnes de déchets nucléaires d'hexafluorure d'uranium appauvri (4F6) sont créées. Du point de vue économique, le ré-enrichissement du matériau est beaucoup plus cher que l'exploitation minière de l'uranium naturel nouveau. Pour les entreprises, il est d'abord un moyen commode de se débarrasser des déchets nucléaires. Depuis 1996, un total de 27000 tonnes de déchets d'uranium provenant de l'usine d'enrichissement d'allemand de Gronau a été entreposé dans la Fédération de Russie. Dans le monde, environ 1,1 million de tonnes d'uranium appauvri est stocké dans des installations d'enrichissement. Le stockage des déchets radioactifs peut amener un risque de fuites dans leurs réservoirs, libérant potentiellement de la radioactivité dans les sources d'eau souterraine et d'eau potable. Dans les environs d'une usine d'enrichissement dans la région de Tomsk dans la Fédération de Russie, l'espérance de vie locale est seulement d'environ 48 ans, les chercheurs russes ont établi un lien avec cette contamination radioactive. Le plutonium récupéré lors du retraitement est essentiellement de la matière nucléaire utilisable pour la fabrication d'armes, qui peut être détourné à des fins militaires.

#### **10. Le transport de déchets d'uranium est dangereux**

44. Les déchets nucléaires qui résultent de l'enrichissement d'uranium sont en grande partie transportés, non protégés, à travers les grandes régions métropolitaines et les banlieues. La plupart des déchets radioactifs est transportée d'Europe Occidentale vers la Fédération de Russie. L'uranium est transporté sous forme d'UF6 gazeux. Hautement explosif, l'acide fluorhydrique toxique et corrosif serait libéré si l'UF6 venait à fuir et à entrer en contact avec l'humidité.

#### **11. Les effluents radioactifs entrent dans la mer**

45. Les liquides radioactifs stockés pour le refroidissement dans les usines de retraitement s'infiltrant régulièrement dans l'océan ou s'échappent dans l'air. Plusieurs incidents dangereux se sont produits dans l'usine de Sellafield au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord. En raison de la situation côtière de deux usines européennes de retraitement (La Hague, en France et de Sellafield au Royaume-Uni), les eaux côtières adjacentes sont en permanence contaminées par des radionucléides. L'Agence Fédérale Maritime et Hydrographique Allemande estime la quantité de plutonium dans la Mer d'Irlande à 200 kg (la production d'une bombe atomique ne requiert que 5 kg de plutonium).

## **C. Défis à relever**

### **1. Ampoules fluorescentes**

46. Des substituts à des coûts abordables ne sont pas encore disponibles pour certains produits qui contiennent du mercure, comme par exemple les ampoules fluorescentes. Ces ampoules sont très demandées en raison des besoins d'économies d'énergie et de leur efficacité énergétique. Elles sont de plus en plus utilisées et les ampoules brisées sont un grand problème dans les pays en développement et pays en transition, car ces pays n'ont pas des systèmes de récupérations et collecte de déchets adéquats.

### **2. Recyclage de déchets contenant des polluants organiques persistants**

47. Deux mélanges commerciaux de retardateurs de flammes bromées (penta-BDE et l'octa-BDE) ont été ajoutés à la Convention de Stockholm lors de la Conférence des Parties en Mai 2009. En vertu de la Convention de Stockholm, les déchets qui contiennent des polluants organiques persistants ne peuvent être récupérés, recyclés, régénérés ou directement réutilisés. L'inscription de penta-BDE et l'octa-BDE a été accompagnée d'une exemption qui permettra à leur recyclage de se poursuivre jusqu'en 2030.

## **IV. Activités minières**

### **A. Action concrète par les organisations non gouvernementales, ainsi que par le secteur des femmes, depuis l'adoption du Plan d'application de Johannesburg**

48. Lors d'une réunion préparatoire avant la Convention-Cadre des Nations Unies sur les changements climatiques de Bangkok le 29 septembre 2009, une déclaration par les femmes en Asie sur le changement climatique a demandé que toute exploitation minière soit interdite dans les forêts et les zones écologiquement sensibles, y compris les zones côtières, et qu'il soit fait en sorte que les activités minières dans toutes les zones soient soumises à des réglementations environnementales, sociales et juridiques strictes.

49. Les femmes et les jeunes filles constituent plus de la moitié du nombre de décès parmi les personnes déplacées par les industries d'extraction comme l'exploitation minière. Les femmes et les enfants n'ont souvent pas les connaissances et les ressources nécessaires pour se protéger, et sont souvent limités dans leurs actions par la culture locale.

50. Pour ne citer qu'un exemple, l'extraction d'uranium :

a) L'extraction de l'uranium est le point de départ du combustible nucléaire. De nombreux groupes de la société civile, en particulier les femmes et les populations autochtones, sont activement engagés dans des activités de sensibilisation aux risques causés par les mines d'uranium;

b) Les enfants et les générations futures seront les plus touchés par la contamination radioactive due à l'exploitation minière de l'uranium, et au fait que le patrimoine génétique sera affecté sur le long terme;

c) Les activités des groupes de la société civile comportent un travail de promotion et de sensibilisation auprès des décideurs et du grand public, notamment en ce qui concerne les victimes de radiation, et l'opposition aux nouvelles activités minières. Des efforts ont également été accomplis dans le domaine de la recherche et de la science.

## **B. Obstacles et contraintes de la mise en œuvre**

### **1. Prise de conscience des problèmes de santé liés à l'exploitation minière**

51. Dans de nombreuses zones minières, c'est le matériau lui-même (par exemple, l'uranium, l'amiante et le coltan), ou les méthodes d'extraction qui sont toxiques. Cela crée d'énormes risques pour la santé des travailleurs miniers et aussi, indirectement, pour leurs familles (voir ci-dessous). Les résidus pénètrent dans les eaux souterraines et les rivières, agissent sur la qualité de l'eau potable et mettent en danger les nageurs et les baigneurs.

### **2. Prise de conscience des impacts négatifs sur l'environnement**

52. L'environnement est aussi touché par les matériaux toxiques utilisés pour extraire les substances. Étant donné que ces matériaux sont souvent libérés par voie de rinçage, les substances toxiques contaminent les nappes phréatiques, rivières et lacs, affectant ainsi les personnes et les animaux de manière indirecte. Les exploitations minières exigent de grandes quantités d'eau, avec des effets négatifs possibles sur les moyens d'existence des populations locales. Dans certaines régions, la surexploitation de l'eau par l'industrie minière a entraîné la désertification. En Afrique, de nombreuses ressources minières sont situées dans des régions à forêts tropicales, l'exploitation minière entraîne le déboisement et la perte de la biodiversité.

53. Les fuites dans les mines d'uranium peuvent amener des déchets radioactifs provenant du bassin de résidus à contaminer les sources d'eau ainsi que l'air. Cette pollution va durer pendant des milliers d'années, et se propager aux régions voisines et menacer la santé de millions de personnes.

### **3. Effets de l'exploitation minière sur les communautés locales**

54. Fréquemment, pour ouvrir une mine, la propriété des terres est violée, des villages entiers sont supprimés (ce qui crée un problème de personnes déplacées à l'intérieur) ou sont construits avec une infrastructure minimale, où vivent presque exclusivement des hommes. L'une ou l'autre de ces situations a un impact majeur sur la population, son économie, son identité culturelle et son patrimoine, et conduit à la féminisation de l'agriculture, à une perte de production et à la prise en charge des ménages par des femmes ou par un seul parent.

55. L'activité minière, dans de nombreux cas, est très dangereuse pour les travailleurs, car les règles de sécurité et de santé ne sont pas respectées. Les femmes qui travaillent dans les mines sont souvent confrontées à la violence et aux agressions sexuelles. Dans les petites exploitations minières, le travail des enfants

est souvent la règle et non l'exception. Les hommes de retour dans leurs foyers posent un risque énorme pour la santé des femmes car ils rapportent avec eux des poussières chimiques, des maladies sexuellement transmissibles (y compris le VIH/sida) et une forte agressivité qui entraîne la violence domestique.

#### 4. Les petites exploitations minières

56. Les petites exploitations minières utilisent souvent des enfants pour des travaux dangereux qui nuisent à leur santé et à leur éducation. En utilisant les données de 12 communautés qui exploitent des mines d'or, de diamants et pierres précieuses (souvent incluant toute une famille), un rapport de 2007 sur les filles dans les exploitations minières de l'Organisation internationale du Travail indique que l'affirmation selon laquelle celles-ci seraient engagées uniquement dans la prostitution et le travail domestique dans les communautés minières est erronée. Les filles participent aux tâches d'extraction, de transport et de transformation dans l'exploitation minière, ainsi qu'à d'autres emplois liés à l'extraction comme la vente de nourriture et de matériels pour les mineurs. Les filles travaillent souvent dans un environnement de violence physique et d'abus sexuels, qui est une conséquence notable de la consommation d'alcool et de leur vulnérabilité. Toutes les activités liées à l'exploitation minière à petite échelle se caractérisent par leur dangerosité, en particulier dans les mines et autour de la zone d'excavation. Les filles qui travaillent dans les mines font de longues journées de travail, sont au contact de poussières fines et de substances toxiques alors qu'elles n'ont pas d'équipement de protection. Elles courent un risque très élevé d'accidents et déploient un effort physique intense. Cet environnement peut provoquer de graves maladies et blessures, avec des séquelles pendant toute la vie ou même entraîner la mort. Ceux qui travaillent dans la phase d'amalgamation de l'extraction de l'or sont exposés au mercure liquide et à ses vapeurs. Il y a un manque grave de compréhension des risques auxquels les enfants qui y travaillent sont confrontés, toutefois, les données provenant du Niger montrent que les campagnes de sensibilisation destinées aux enfants, parents et dirigeants communautaires sur les dangers encourus et les lois régissant le travail des enfants dans les mines peuvent effectivement limiter l'ampleur du travail des enfants sur les sites.

#### 5. Violations des droits de l'homme

57. Les populations autochtones sont les plus touchées par l'exploitation minière et surtout par l'extraction de l'uranium, car environ 70 % des zones où se pratique l'extraction de l'uranium sont sur des terres qui appartiennent à des peuples autochtones. Comme leur mode de vie est profondément enraciné dans les écosystèmes locaux, la contamination radioactive signifie l'anéantissement non seulement de leurs moyens de subsistance, mais souvent aussi de leur patrimoine culture<sup>8</sup>.

<sup>8</sup> Organisation Internationale du travail, *les filles dans les mines : Résultats de recherche en provenance du Ghana, du Niger, du Pérou et de la République Unie de Tanzanie* (Genève, 2007), disponible sur le site [www.ilo.org/ipeinfo/product/viewProduct.do?productId=5304](http://www.ilo.org/ipeinfo/product/viewProduct.do?productId=5304).

## **6. Processus non démocratiques et corruption**

58. L'exploitation de nouvelles mines est souvent consentie grâce à des procédés non démocratiques, y compris par la corruption. Dans de nombreux pays, les membres de la société civile qui informent le public sur les activités minières mettent leurs emplois, leurs biens et leur vie en danger.

## **7. L'indemnisation pour les dommages et les maladies n'est pas incluse dans les coûts**

59. Les sociétés minières doivent accepter la pleine responsabilité de tout le processus minier. Cette responsabilité doit inclure une indemnité pour l'éloignement des personnes des zones minières, pour les problèmes de santé liés à l'extraction minière et pour le décès des personnes. Après la fermeture des sites miniers, les entreprises doivent accepter la responsabilité pour les frais occasionnés par le nettoyage et le reboisement de la région. Étant donné que les sociétés minières peuvent ne plus exister après la fermeture de leurs mines, elles devraient constituer un fonds d'indemnisation dès le début des opérations minières. Mais de nombreuses sociétés minières ont un mauvais palmarès en cette matière. Le fonds d'indemnisation devrait être mondial et exploité de manière indépendante et servir à financer un système qui donnerait des conseils juridiques gratuits aux mineurs afin qu'ils puissent faire valoir leurs droits.

## **8. Les bénéfices des exploitations minières ne restent pas dans le pays**

60. Dans de nombreux cas d'exploitation minière dans les pays à faible revenu, les bénéfices d'exploitations ne profitent pas au pays lui-même qui doit toutefois supporter les coûts de la pollution dont les effets sur la santé et l'économie peuvent durer des milliers d'années.

## **9. Participation insuffisante de la société civile dans la prise de décision**

61. La participation du public dans l'évaluation et la gestion des mines est encore insuffisante par manque de ressources et de soutien à l'encontre du Principe 20 de Rio. Dans de nombreuses zones minières, les politiques de l'information sont très opaques, et la participation réelle du public est impossible. Les décisions sur l'emplacement des sites miniers et sur les conditions légales pour les opérations des compagnies minières ne bénéficient pas d'un large consensus. Les populations locales ont souvent une influence minime sur ces décisions. L'intimidation de la population locale et des gouvernements par les sociétés minières est souvent assez courant.

## **C. Défis à relever**

62. Tous les processus de prise de décision concernant l'exploitation minière exigent la participation accrue des femmes, car souvent ce sont elles qui sont les plus touchées par les activités minières.

63. De plus en plus de femmes deviennent elles-mêmes mineurs. Leur sécurité doit être protégée par la promulgation de règles claires d'hygiène et de sécurité et être fondée sur la connaissance de ces règles et un contrôle strict du respect des systèmes d'évaluation et de surveillance.

64. Les droits pour les communautés locales de contrôler leurs ressources naturelles locales, de partager les bénéfices miniers et de traduire les compagnies minières en justice dans les cas d'abus ont besoin d'être garantis par des accords nationaux et internationaux juridiquement contraignants.

65. Les droits des peuples autochtones doivent être sauvegardés. La Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones doit être mise en œuvre.

66. Un cadre mondial de responsabilité doit être créé, qui garantisse la responsabilité du secteur minier et le paiement d'indemnités pour les dégâts causés. Les gouvernements doivent s'assurer de la responsabilité accrue de l'entreprise et les compagnies minières doivent être tenus responsables de leurs pratiques d'exploitation minière non durables, y compris pour les effets post-miniers.

67. Les institutions financières internationales et multilatérales doivent élaborer des directives strictes et des mécanismes de contrôle afin d'interdire le financement de projets miniers qui violent les droits de l'homme et détériorent l'environnement, la biodiversité et les ressources naturelles.

68. Les extractions d'uranium à partir de mines nouvelles et anciennes vont augmenter étant donné la demande croissante d'énergie. Les sociétés minières ne peuvent déjà pas répondre à la demande mondiale d'uranium. Les réserves d'uranium ne sont pas uniformément réparties autour du globe. La demande pour l'uranium utilisé dans les centrales électriques est en augmentation dans les pays qui n'en ont pas dans leurs réserves naturelles. Les principaux pays consommateurs n'ont qu'une faible production nationale et sont de plus en plus tributaires des importations pour satisfaire leurs besoins. Ces transports de produits nucléaires posent des problèmes pour les pays par lesquels ils transitent.

69. La fermeture en toute sécurité des mines d'uranium en exploitation coûte des milliards de dollars, qui le plus souvent doivent être payés par le contribuable.<sup>9</sup>

## V. Transport

70. L'importance cruciale des transports pour le développement économique et social est un fait indéniable. Les transports offrent des services à tous les secteurs de l'économie nationale et constituent un moyen de renforcer l'intégration économique et sociale des régions. Les transports ont permis la globalisation de l'économie mondiale, et les voyages internationaux sont devenus beaucoup plus faciles <sup>9</sup> et

---

<sup>9</sup> La fermeture des mines de Wismut est un bon exemple. Dans une zone de 40 km carrés de l'ancienne République Démocratique allemande, la troisième plus grande mine d'uranium dans le monde a été ouverte pour fournir les matières premières nécessaires à la fabrication des armes nucléaires de l'ex-Union soviétique. La production d'uranium n'a cessé qu'en 1990. Wismut GmbH a été choisi pour effectuer la réhabilitation d'une large zone contaminée et enlever 5 millions de tonnes de déchets radioactifs. En 2010, les opérations de nettoyage, avec un budget de 6 milliards d'euros de fonds du gouvernement allemand, sont censées être finies. Aujourd'hui, les anciens travailleurs se battent encore pour faire admettre leurs maladies comme maladies professionnelles. Seuls les patients souffrant de problèmes respiratoires ou de cancers bronchiques ont une chance de faire accepter leurs demandes. Les résidents locaux ont été exposés en permanence à des dangers radioactifs provenant de fuites de gaz radon. Des concentrations de radon 1 000 fois plus élevées que d'habitude ont été mesurées dans les maisons. S'il est difficile, même pour un pays hautement développé comme l'Allemagne, de traiter correctement la question du nettoyage et de la remise en état des installations de production

abordable pour une grande partie de la population mondiale. Les transports et les voyages ont également une influence très positive sur l'inter connectivité, l'apprentissage et le développement, qui sont des éléments importants pour les femmes et leur émancipation.

71. Il y a eu un changement remarquable dans la façon dont l'activité des transports est perçue depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Les problèmes de transport majeurs au début du XIX<sup>e</sup> siècle, tournaient autour de la façon de construire les routes, les voies ferrées, les ports et les aéroports. Ces systèmes allaient devenir le cœur des réseaux de transport qui ont contribué à transformer et à mondialiser l'économie. Le développement économique des pays qui se sont industrialisés les premiers a provoqué une croissance rapide et une demande des consommateurs pour les voitures, et les débats sur les transports se sont déplacés vers les questions de propriété privée. Aujourd'hui, nous voyons encore un changement définitif, cette fois vers une plus grande préoccupation pour l'environnement et la nécessité de réduire les émissions de gaz à effets de serre dans le secteur des transports.

72. L'amélioration des transports peut atténuer les problèmes actuels d'environnement et certains problèmes de santé, comme l'épidémie actuelle d'obésité.

## **A. Obstacles et contraintes à la mise en œuvre**

### **1. Inégalités entre les femmes et les hommes dans le transport**

73. Il est évident que la nature du transport varie considérablement d'un pays à l'autre et aussi selon le genre. Dans les pays développés, l'évolution des transports et l'accroissement de l'égalité entre les sexes ont récemment permis aux femmes de devenir plus mobiles, contribuant de manière significative à l'augmentation des voyages et la consommation d'énergie. L'importance croissante des femmes qui voyagent a des implications sur la manière dont la politique des transports doit être revue à un moment où la durabilité est devenue une question essentielle. Les changements culturels, sociaux et économiques ont été importants pour les deux sexes, mais plus particulièrement pour les femmes. Depuis 1969, le nombre de femmes dans la population active aux États-Unis d'Amérique a augmenté de 122 % (comparativement à 47 % pour les hommes). Dans le même temps, les femmes continuent d'être les principales responsables des obligations ménagères et familiales.

74. L'évolution démographique, les nouvelles structures familiales et les préoccupations concernant la sécurité personnelle (à l'égard du danger sur les routes, la marche tard le soir et l'utilisation du vélo la nuit) contribuent également à une motorisation croissante des transports pour les femmes dans les pays développés. La combinaison des responsabilités professionnelles et familiales amène les femmes à s'attacher davantage à une localité donnée, ce qui peut sous-entendre que les femmes font davantage de trajets locaux que les hommes et qu'elles attachent beaucoup plus d'importance que les hommes à la sécurité dans les rues de leur quartier, à un air non pollué, et à moins de bruit<sup>10</sup>.

---

d'uranium et les régions avoisinantes, il est difficile d'imaginer comment serait traité l'arrêt de production dans les régions plus pauvres.

<sup>10</sup> Root, Amanda, Laurie Schintler et Kenneth Button, « Les femmes, Voyage et l'idée de

## **2. Transport dans les zones rurales des pays en développement**

75. Dans les zones rurales, en particulier dans les pays en développement, le transport des biens et des personnes prend du temps et des efforts physiques considérables, en particulier pour les femmes et les filles. Celles-ci ont besoin de sillonner les routes quotidiennement dans le cadre de leurs activités domestiques et commerciales. Les zones rurales sont souvent isolées et pauvres et les femmes font face à des contraintes sévères pour accéder aux marchés, aux services sociaux et de transport.

## **3. Dépendance à la voiture**

76. Des réseaux de transports efficaces facilitent l'évolution de l'économie. La capacité d'une personne, d'un village, d'une ville ou d'une nation à entretenir des relations commerciales dépend du transport et des liens de communication pour réagir aux opportunités qui se présentent. Ainsi de nombreux pays développés sont-ils devenus extrêmement dépendants des voitures et à mener un mode de vie sédentaire. La majorité des transports dans les pays développés est liée à l'utilisation des combustibles fossiles avec pour conséquence la motorisation accrue, la pollution atmosphérique et smog.

## **4. Le transport routier**

77. Le transport routier est une importante cause d'émissions de dioxyde de carbone. Par exemple, le transport est le seul secteur dans le Royaume-Uni où les émissions de CO<sub>2</sub> (25 % du total) ont été plus élevées en 2005 qu'en 1990. Ce secteur est en voie de dépasser l'industrie comme le plus grand contributeur aux émissions de CO<sub>2</sub> dans ce pays. L'utilisation des voitures privées génère près de 43 % des émissions de carbone des transports, suivi par le transport de fret à 26 %. Un quart des déplacements en voiture sont de moins de deux miles, et près des deux tiers sont moins de cinq miles. Davantage de marche à pied et de vélo pour les trajets locaux permettraient à la fois de réduire les émissions de CO<sub>2</sub> et la dépendance au pétrole.

## **B. Défis**

### **1. Les moyens intermédiaires de transport**

78. Les moyens intermédiaires de transport, par exemple, les bicyclettes, brouettes, charrettes à bras et charrettes à traction animale, peuvent jouer un rôle important dans la réduction du fardeau qui pèse sur les femmes lors des voyages dans les campagnes et ainsi augmenter le temps qu'elles peuvent consacrer à d'autres activités, comme par exemple aller à l'école. Cependant, très peu de femmes et de filles dans les pays en développement ont un accès facile à ces moyens intermédiaires de transport.

### **2 Les systèmes durables**

79. Les projets d'infrastructure doivent être améliorés avec des solutions durables, et les transports publics sûrs doivent être facilement accessibles. Les compagnies de

---

« transport durable », *Transport Reviews*, vol. 20, n o 3 (1 Juillet 2000), p. 369-383.

transport doivent investir dans des systèmes de transport durable dans les pays en développement. Les programmes Internationaux qui visent à stimuler le transport durable en mer (par exemple, le projet par la Stichting, De Noordzee et le port de Rotterdam d'adopter des critères de durabilité pour les navires et les compagnies de navigation) doivent être soutenus.

80. Comme il est suggéré dans « Les femmes, les voyages et l'idée de « transport durable », les femmes font probablement plus de voyages localement que les hommes, en raison de leurs priorités et leurs responsabilités. Aussi s'intéresser aux femmes dans le domaine du transport à faible émission pourrait être extrêmement bénéfique, non seulement pour la mobilité accrue, mais également pour réduire les causes de la surcharge actuelle du réseau routier.

### 3. Actions futures

81. Les efforts visant à traiter à la fois les questions de transport durable et de l'égalité entre les genres doivent aller de pair. La planification et le développement des transports doivent prendre en compte les questions de mobilité et les besoins des femmes. Les modèles actuels du transport se concentrent sur le temps consacré au déplacement et ses coûts, mais pas nécessairement aux entraves spécifiquement infligées aux femmes et aux difficultés liées à leurs responsabilités quotidiennes. Les besoins des femmes qui se déplacent sont négligés par les modèles traditionnels des exigences de transport. Résoudre ces problèmes et développer un réseau de transport plus orienté vers les femmes est essentiel.

82. Atteindre une plus grande durabilité pour les transports est le principal objectif de la première fondation de transport durable du Royaume-Uni, Sustrans, elle vise à encourager les gens à marcher, faire du vélo et utiliser les transports en commun plus souvent, ce qui entraîne moins de congestion, de pollution et de danger sur les routes pour les cyclistes et piétons, en plus de contribuer à la santé des personnes en général.

83. Les principaux objectifs de Sustrans sont les suivants :

- a) Réduire l'impact du transport sur l'environnement et les ressources;
- b) Permettre aux personnes de choisir plus souvent un moyen de transport plus actif;
- c) Permettre l'accès sans voiture aux services de proximité indispensables;
- d) Transformer les rues et les espaces publics en lieu de loisirs.

84. Sustrans travaille de trois façons pour atteindre ces objectifs :

- a) Elle crée des espaces publics qui sont axés sur l'accès, pas la mobilité (par ex., à travers son National cycle network, Connect2, Links to Schools, Liveable Neighbourhoods et Art and the Travelling Landscape);
- b) Elle fournit des renseignements et travaille directement avec les personnes pour amener un changement de comportement (TravelSmart, Bike It, Active Travel, DIY Streets);
- c) Elle influence la politique du gouvernement en démontrant qu'il est possible de changer le comportement des personnes qui se déplacent en mesurant le

bénéfice de leur action en termes de santé, d'environnement, de qualité de la vie et du rapport qualité – prix.

## **VI. Examen décennal des programmes de consommation et de production durables**

85. Tous les citoyens où qu'ils se trouvent sont fondés à agir en regard de la consommation et de la production durables, et à assumer leurs droits et responsabilités à cet égard.

86. La consommation et la production durables doivent être le cadre de stratégies et politiques à court, moyen et long terme, mais elles doivent faire parti d'une démarche orientée vers l'action. Le concept « de berceau à berceau » peut fournir des indications importantes.

### **A. Rappel des faits**

87. Le Plan de mise en œuvre de Johannesburg 2002 (Chap. III, paragraphes 14 et 15), a invité « les gouvernements, les organisations internationales compétentes, le secteur privé et tous les grands groupes » à « jouer un rôle actif dans l'évolution des modes de consommation et de production », y compris par des actions visant à :

Encourager et promouvoir le développement d'un cadre décennal de programmes en appui aux initiatives régionales et nationales pour accélérer le passage à une consommation et à une production durables afin de promouvoir le développement social et économique dans les limites de la capacité de charge des écosystèmes en gérant et, le cas échéant, en les découplant grâce à l'amélioration de l'efficacité et de la durabilité de l'utilisation des ressources et des processus de production et à la réduction de la dégradation des ressources, de la pollution et de la production de déchets. Tous les pays devraient agir à cette fin, les pays développés en tête.

88. Il y a eu une grande confusion à propos de la signification de cette section, et le processus de Marrakech qui en a résulté semble être devenu un processus décennal en vue du développement d'un cadre pour des activités coordonnées de l'Organisation des Nations Unies. Ces activités devraient débuter en 2012 après examen par la Commission du développement durable. Tous les efforts qui visent à accélérer l'évolution vers une consommation et une production durables sont certainement les bienvenus, il est néanmoins difficile de comprendre comment ce délai correspond à l'engagement pris « d'aboutir à la réalisation de tous les objectifs socio-économiques et environnementaux qui y sont formulés » (Déclaration de Johannesburg sur le développement durable, par. 36).

## **B. Action concrète par les organisations non gouvernementales, ainsi que celles des femmes, depuis l'adoption du Plan de mise en œuvre de Johannesburg**

89. Dans l'intervalle, il y a eu, bien entendu, de nombreuses initiatives par les grands groupes, les gouvernements nationaux et les organisations internationales pour s'orienter vers une économie « verte ».

90. Les organisations de femmes, par exemple, ont récemment mis l'accent sur les négociations sur le changement climatique, y compris l'examen des modes de financement, l'assistance technique et le renforcement des capacités nécessaires pour les femmes dans les pays en développement à apporter une contribution effective à l'atténuation des effets et à des initiatives d'adaptation. L'alliance internationale pour les femmes et le climat a rassemblé des représentantes des organisations féminines et des organisations non gouvernementales, des organisations des Nations Unies et des Gouvernements nationaux dans un effort de collaboration visant à promouvoir une production durable et une consommation durable de nourriture et de l'énergie.

91. À la seizième session de la Commission du développement durable, les femmes ont lancé un nouveau réseau constitué de femmes ministres de l'agriculture et de responsables pour mettre en contact des femmes travaillant à différents niveaux, depuis des ministres jusqu'aux agricultrices, afin d'établir une collaboration en matière de production agricole durable. En tant que principales productrices de cultures vivrières, les femmes sont les gardiennes des ressources naturelles et sont engagées dans des activités qui génèrent des revenus agricoles et des revenus non agricoles. Elles jouent donc un rôle crucial dans la transition vers des économies d'agriculture durable.

## **C. Obstacles et contraintes de la mise en œuvre**

### **1. Pays industrialisés par rapport à pays en développement**

92. Dans les pays industrialisés, la consommation et la production durables signifient souvent consommer moins, par des mesures de conservation, d'efficacité accrue et une évolution vers des technologies et des approches alternatives. Dans de nombreux pays en développement, cependant, la production autant que la consommation doivent être augmentées afin d'offrir un mode de vie et des moyens de subsistance durables et en le même temps présenter davantage d'alternatives sont. De gros investissements dans la technologie, la formation et le développement du marché sont nécessaires pour prendre ces virages.

### **2. Propriété des richesses**

93. L'initiative économique et la richesse qui en découle sont des moyens importants pour libérer le potentiel humain et promouvoir la cohésion sociale. La légitimité morale et sociale des ressources dépend en dernier ressort sur la manière dont elles sont utilisées. Le succès des programmes de développement économique dépend par conséquent d'une définition rigoureuse des paramètres de la propriété des richesses de manière à éviter les deux écueils que sont le contrôle étatique excessif et l'accumulation illimitée des richesses par un petit nombre.

### **3. Les femmes ne sont pas un groupe vulnérable**

94. L'erreur commune de considérer les femmes comme « vulnérables » et « désavantagées », cache le potentiel et la capacité des femmes à innover et à être des agents actifs du changement dans leurs familles et communautés. La dix-septième session de la Commission sur le développement durable a finalement nommé les femmes comme « des actrices » du changement.

### **4. L'invisibilité des femmes**

95. En attendant, une grande partie du travail des femmes, à travers le monde, comprend des activités non rémunérées comme prendre soin de leurs familles et soutenir leurs communautés, avec peu de reconnaissance ou de soutien des gouvernements ou des institutions. Le caractère invisible de la contribution des femmes et une trop grande insistance sur l'économie de marché, font que les femmes sont souvent négligées dans les discussions formelles sur la production et la consommation durables. Afin que le potentiel de tous les humains soit pleinement utilisé, il est important que les femmes deviennent plus actives dans tous les domaines de l'activité économique et sociale, et que les hommes deviennent plus actifs dans les domaines des soins et de l'éducation des enfants. La coopération, l'entraide et la réciprocité ont besoin pour s'exprimer de structures économiques et de méthodes.

### **5. Impacts des pressions économiques sur les femmes**

96. Les pressions économiques ont entraîné la désorganisation et la dislocation des familles et des communautés et la disparition de la petite agriculture diversifiée et écologiquement durable, ce qui affecte durement les agricultrices. La société doit développer de nouveaux modèles économiques modelés par les idées qui naissent d'une compréhension des expériences communes, de la vision des êtres humains en relation les uns aux autres, et de la reconnaissance du rôle central que la famille et la communauté jouent dans le sentiment de bien-être. Les économies doivent servir les besoins des personnes, et les sociétés ne devraient pas avoir se définir à nouveau pour s'ajuster aux modèles économiques. Les systèmes économiques devraient permettre à toutes les personnes, en particulier aux femmes, d'avoir les moyens de cultiver les potentialités illimitées de l'homme.

### **6. Les femmes dans la prise de décision**

97. Les femmes sont souvent exclues des processus d'élaboration des politiques et des programmes dits « sexuellement neutres », peuvent intensifier les disparités déjà existantes entre les hommes et les femmes dans leur rôle économique, social et politique. Les femmes sont des consommatrices importantes, qui peuvent jouer un rôle actif dans le choix des produits durables, à condition qu'elles aient les bonnes données.

### **7. Le manque d'accès aux ressources et à la formation**

98. Alors que l'accent est actuellement mis sur les entreprises et les emplois verts, dans un certain nombre de pays, les femmes ne peuvent pas entreprendre des activités de production durable par l'absence de leurs droits fondamentaux, l'impossibilité d'accéder au crédit bancaire et à la propriété à la terre et autres

ressources naturelles. Beaucoup de femmes, en particulier dans les pays en développement, ont besoin de capacité de développement à la demande et d'avoir un accès aux informations essentielles afin de devenir des participantes efficaces dans la transition vers une économie verte.

## **D. Approches prioritaires et stratégies**

### **1. C'est plus qu'un problème technique ou économique**

99. L'offre d'un niveau de vie adéquat pour tout le monde ne peut pas être abordé uniquement comme un problème technique ou économique. Éliminer la faim et la malnutrition, établir la sécurité alimentaire, fournir des abris appropriés et garantir la santé pour tous exigent un changement des valeurs, un engagement d'équité et de justice, et une réorientation correspondante des politiques, des objectifs et programmes à tous les niveaux.

### **2. Intégration des femmes à tous les niveaux**

100. Pour que les programmes apportent leur appui à l'engagement des femmes dans la consommation durable et dans les initiatives de production, les femmes doivent être incluses dans la conception de ces programmes et dans leur mise en œuvre. Il faut également que soient intégrées les perspectives et les recommandations des femmes. Un engagement accru des femmes dans les moyens de subsistance durables et dans les entreprises vertes exige des stimulants, des politiques et des sources de financement spécifiquement dirigées à cette fin.

### **3. Besoin de formation, de renforcement des capacités et d'accès aux ressources et aux informations**

101. Alors que de nombreux gouvernements se sont engagés à promouvoir un partenariat égal entre les hommes et les femmes dans la famille, la communauté et la vie publique, le combat contre les modèles établis de domination et de violence qui caractérisent une grande partie de l'interaction humaine se poursuit. Beaucoup de femmes, surtout dans les pays en développement, ont besoin d'accéder à l'éducation et à la formation, au développement des capacités, et à une information importante afin de devenir des parties prenantes efficaces.

## **E. Mesures complémentaires**

102. Dans le cadre proposé des programmes du Processus de Marrakech, les projets essentiels pour les femmes se trouvent dans les domaines de l'assistance technique et des finances.

103. Les institutions des Nations Unies des Nations Unies et autres agences internationales jouent un rôle important en attirant l'attention sur l'importance des droits des femmes et sur leurs contributions économiques et sociales à la production et à la consommation durables. En outre, ces institutions peuvent chercher à trouver un soutien financier de l'aide publique au développement vers des programmes qui reconnaissent la contribution importante des femmes à la production et la consommation durables, qui fournissent une formation commerciale et un support technique pour les femmes pour les encourager à s'engager dans des entreprises

vertes et qui contribuent aussi à orienter les flux d'investissements privés durables vers des entreprises dirigées par des femmes.

104. En particulier, les femmes peuvent influencer l'achat et la production responsables, à condition qu'elles d'aient reçu des renseignements pertinents. Les femmes sont le principal groupe de consommateurs et émanciper les femmes pour prendre des décisions responsables et réfléchies est important. L'éducation qui permet aux consommateurs, notamment les femmes et les jeunes, de prendre des décisions justes est indispensable pour modifier les comportements des consommateurs. Une attention particulière devrait être prêtée à la prise d'une distinction claire entre la publicité (en particulier concernant les « services remboursés ») et la fourniture d'informations fiables. Le rôle des médias, y compris l'utilisation de modèles féminins, doit être amélioré, et les moyens de communication doivent être utilisés comme un acteur de la transition.

105. La création de meilleurs produits durables et l'étiquetage transparent doivent être encouragés. La reconnaissance et l'éloge sont un outil puissant de sensibilisation et de promotion des actions positives. Des normes de produits strictes (telles que celles concernant l'empreinte carbone) sont un bon outil pour augmenter les choix aux consommateurs.

---